

Brochure n° 3131

**Convention collective nationale**

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE COMMERCE,  
LOCATION ET RÉPARATION DE TRACTEURS,  
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,  
MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,  
DE BÂTIMENT ET MANUTENTION,  
MATÉRIELS DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE,  
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**

---

**AVENANT N° 2 DU 2 OCTOBRE 2007  
À L'ACCORD DU 29 JUIN 2004 RELATIF À LA GESTION  
DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : *ASET0850212M*

IDCC : 1404

---

Vu l'accord du 29 juin 2004 relatif à la collecte et la gestion des fonds de la formation ;

Vu l'accord national du 4 février 2005 relatif à la formation professionnelle,

les partenaires sociaux conviennent des dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 3 « Participation à la formation professionnelle des entreprises employant moins de 10 salariés » de l'accord du 29 juin 2004 relatif à la collecte et la gestion des fonds de la formation est complété comme suit :

« En tout état de cause, la contribution totale de l'entreprise ne peut être inférieure à un seuil minimum. Ce seuil est égal au produit du salaire minimum du premier coefficient de la grille en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année multiplié par 12, puis par le taux global de participation en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, soit 0,80 % à ce jour.

Cette disposition prendra effet à compter de l'appel des contributions de février 2008 sur la base de la masse salariale de l'année précédente. »

## **Article 2**

Le champ d'application professionnel, personnel et géographique du présent accord est celui prévu par l'article 1<sup>er</sup> du chapitre I<sup>er</sup> de la convention collective, modifié par l'avenant n° 33 du 22 avril 1986.

Toutefois, ne sont pas visées les entreprises artisanales inscrites au répertoire des métiers occupant moins de 10 salariés et, plus précisément, en ce qui concerne la branche, exclusivement les artisans ruraux pour la réparation des matériels agricoles et les activités de charonnage codifiées sous les anciens code APE 2202 de la nomenclature INSEE et les entreprises artisanales ayant une activité de maréchalerie.

## **Article 3**

Le présent accord, établi en application des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

## **Article 4**

### *Extension de l'accord*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Paris, le 2 octobre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

Fédération nationale des distributeurs, loueurs et réparateurs de matériels de bâtiment, de travaux publics et de manutention (DLR) ;

Fédération nationale des artisans et petites entreprises en milieu rural (FNAR) ;

Syndicat national des entreprises de service et de distribution du machinisme agricole (SEDIMA) ;

Union nationale des spécialistes en matériels de parcs et jardins (SMJ).

### **Syndicats de salariés :**

Fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT ;

Fédération des cadres de la métallurgie CFE-CGC ;

Fédération nationale des syndicats de la métallurgie et parties similaires CFTC ;

Fédération de la métallurgie CGT-FO ;

Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT ;

Chambre syndicale nationale des voyageurs représentants et cadres de  
vente de l'automobile, de l'aviation, de la motoculture, du cycle,  
des accessoires et industries annexes (CSNVA).